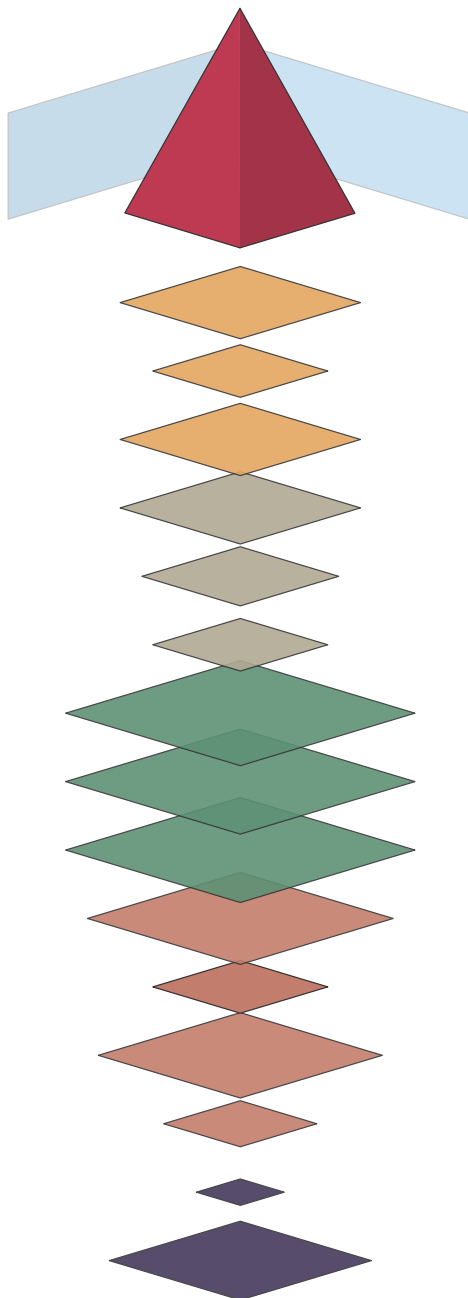
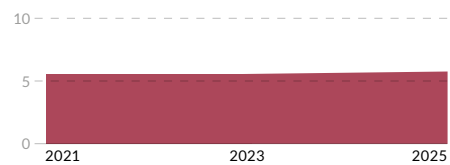


# MADAGASCAR



## 5.83 $\nearrow 0.25$ SCORE DE CRIMINALITÉ

62<sup>e</sup> sur 193 pays  $\nearrow 8$   
19<sup>e</sup> sur 54 pays africains  $\nearrow 1$   
3<sup>e</sup> sur 13 pays d'Afrique australe -



### MARCHÉS CRIMINELS 5.47 $\nearrow 0.20$

TRAITE DES PERSONNES	5.50 $\searrow 0.50$
TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS	4.00 $\nearrow 1.00$
RACKET D' EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	5.50 0.00
TRAFIC D' ARMES	5.50 $\searrow 0.50$
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	4.50 $\nearrow 0.50$
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	4.00 0.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	8.00 0.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	8.00 $\nearrow 0.50$
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	8.00 0.00
COMMERCE D' HÉROÏNE	7.00 0.00
COMMERCE DE COCAÏNE	4.00 $\nearrow 1.00$
COMMERCE DE CANNABIS	6.50 0.00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	3.50 $\nearrow 1.00$
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	2.00 0.00
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	6.00 0.00



### ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 6.20 $\nearrow 0.30$

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	5.00 $\nearrow 0.50$
RÉSEAUX CRIMINELS	6.00 $\nearrow 1.00$
ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT	8.00 0.00
ACTEURS ÉTRANGERS	6.50 0.00
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	5.50 0.00



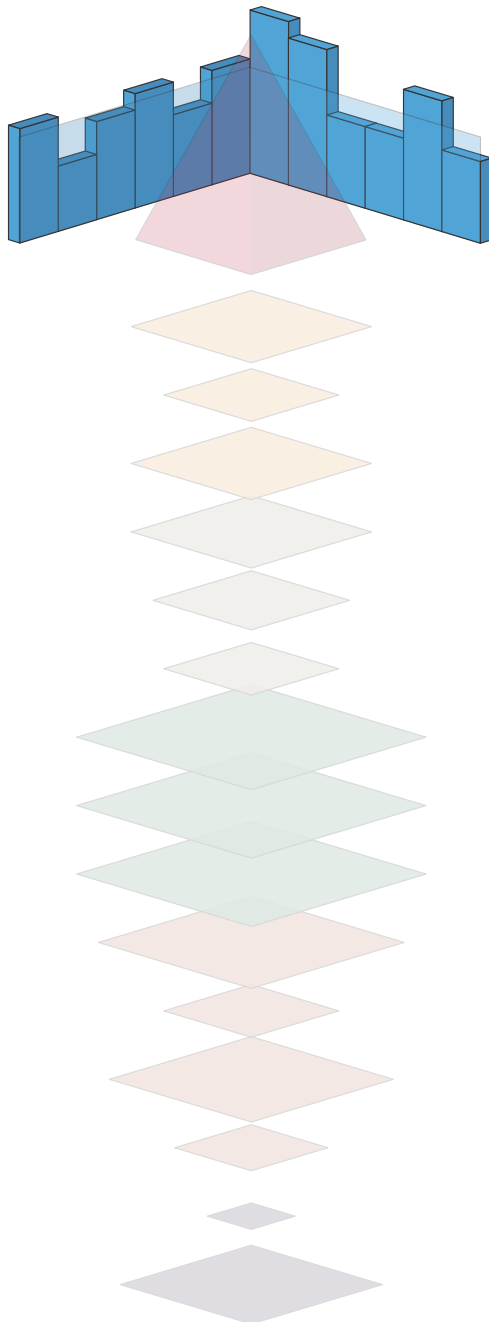
Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Funded by  
the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

# MADAGASCAR



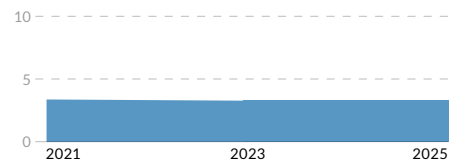
3.25  $\searrow$ 0.08

## SCORE DE RÉSILIENCE

155<sup>e</sup> sur 193 pays  $\searrow$ 1

32<sup>e</sup> sur 54 pays africains -

9<sup>e</sup> sur 13 pays d'Afrique australe -



LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	3.50	$\searrow$ 0.50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	2.00	0.00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	3.00	0.00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	3.50	0.00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2.50	0.00
FORCES DE L' ORDRE	3.50	$\searrow$ 0.50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	5.00	$\searrow$ 0.50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT	4.50	0.00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	2.50	$\searrow$ 0.50
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	2.50	0.00
PRÉVENTION	4.00	0.00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	2.50	0.00



Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Funded by  
the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

Madagascar est un pays source et de destination pour la traite des personnes, alimentée par les disparités économiques, la faiblesse des mesures répressives et la corruption systémique. Les victimes, en particulier les enfants des zones rurales et côtières, continuent d'être exploitées, malgré les interventions du gouvernement. Les zones touristiques et les centres urbains sont également des lieux propices à l'exploitation des enfants et des jeunes femmes. Les personnes victimes de la traite sont contraintes à la prostitution, à la prostitution domestique ainsi qu'au travail forcé dans les secteurs minier, agricole et textile. Au niveau international, les femmes malgaches sont particulièrement vulnérables à la traite à des fins de servitude domestique dans les pays d'Asie de l'Ouest, notamment au Liban, au Koweït et en Arabie saoudite. De nombreuses victimes sont attirées sous de faux prétextes par des promesses d'emplois légitimes à l'étranger, pour finalement être soumises à des conditions d'exploitation. Des rapports indiquent que des agences de placement informelles et des réseaux de recrutement jouent un rôle clé dans la facilitation de la traite des personnes, exploitant souvent les failles juridiques et la faiblesse des mécanismes de contrôle pour déplacer les victimes à l'intérieur du pays et à l'étranger. Les cas de travail forcé impliquent souvent la confiscation des passeports, des menaces de violence et la rétention des salaires, ce qui rend difficile la fuite des victimes.

Le trafic d'êtres humains est un problème transnational, et Madagascar est principalement un pays d'origine pour les migrants à la recherche d'un emploi à l'étranger. Le pays joue un rôle clé le long de la route migratoire orientale, en particulier vers Mayotte, une destination attractive en raison de son statut de territoire de l'Union européenne. Le processus de trafic est souvent structuré et facilité par des réseaux opérant par l'intermédiaire d'agences de placement informelles, qui gèrent le mouvement illicite d'individus – majoritairement des femmes – vers les États du Golfe et d'autres destinations. Sur le plan économique, ce marché génère des profits substantiels, portés par une forte demande extérieure, en particulier de la part des États du Golfe à la recherche de travailleurs domestiques. Les bénéfices profitent à la fois aux acteurs nationaux et étrangers. De nombreuses opérations de trafic s'appuient sur des documents falsifiés et la complicité d'agents publics corrompus pour contourner les restrictions, malgré l'interdiction d'exporter de la main-d'œuvre.

Le racket d'extorsion et chantage à la protection est monnaie courante, bien que l'ampleur de ces marchés soit difficile à quantifier en raison du manque de données. Des groupes criminels, en particulier les milices armées dahalo, se livrent

à des enlèvements et à des actes de coercition à grande échelle. Les enlèvements ont été largement documentés ces dernières années, avec le montant des rançons demandées en augmentation. Des rapports indiquent que, dans certains districts, comme celui d'Ankazobe dans la région d'Analamanga, de nombreux enlèvements ont lieu chaque mois, accompagnés de demandes de rançon élevées.

### COMMERCE

Le trafic d'armes est étroitement lié aux activités des dahalo, qui utilisent des armes illicites pour imposer leur contrôle territorial et mener des raids sur le bétail. Les saisies récentes indiquent un flux constant d'armes à feu, y compris des armes automatiques et des munitions de type militaire. Les armes sont principalement introduites en contrebande à Madagascar, mais leur origine n'est pas claire. Les opérations des forces de l'ordre ont parfois permis de perturber des cargaisons d'armes, mais la disponibilité persistante d'armes illicites indique que l'approvisionnement se poursuit. Le marché des produits de contrefaçon est modéré, en particulier dans les centres urbains où une proportion significative de la population achète des articles de consommation courante de contrefaçon, notamment des lunettes de soleil, des stylos, des montres et des produits pharmaceutiques. La faiblesse des mesures de répression et la sensibilisation limitée du public aux atteintes aux droits de propriété intellectuelle ont permis au marché de la contrefaçon de prospérer.

Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, en particulier les cigarettes, persiste en raison d'une fiscalité élevée et d'une faible surveillance des frontières. Les contrebandiers exploitent les routes maritimes pour introduire des marchandises de contrebande à Madagascar, tandis que la corruption au sein des services de douanes facilite ces activités. Le taux élevé de tabagisme dans le pays soutient la demande, garantissant la rentabilité continue du marché malgré des mesures de répression ponctuelles.

### ENVIRONNEMENT

Le marché illicite de la criminalité liée à la flore à Madagascar est considérable, alimenté par une forte demande internationale pour les plantes rares, en particulier le bois de rose. Malgré les interdictions d'exportation, l'exploitation forestière illégale et le trafic restent lucratifs en raison de la corruption et de la faiblesse des mesures réglementaires. Des réseaux criminels, en collusion avec des acteurs intégrés à l'État, facilitent le transport du bois par des opérations offshore clandestines. L'ampleur de ce commerce est considérable et les autorités continuent de saisir des cargaisons à destination des marchés asiatiques. En outre, la demande pour des espèces végétales endémiques, telles que les baobabs nains, a augmenté,

entraînant une recrudescence des incidents de trafic. Des rapports récents suggèrent que le commerce lucratif de la vanille suscite un intérêt criminel croissant, avec des préoccupations quant à l'émergence potentielle de cartels et de violences associées. Des rapports indiquent également que la hausse des prix de la vanille pourrait encourager des activités illicites. Le marché de la criminalité liée à la faune est tout aussi significatif, en particulier en ce qui concerne la contrebande d'espèces endémiques telles que les lémuriens, les tortues, les hippocampes et les coraux noirs. Les saisies effectuées dans les points de transit internationaux, en particulier en Thaïlande, soulignent le rôle de Madagascar en tant que pays source majeur du trafic d'espèces sauvages. La corruption, l'insuffisance des infrastructures de contrôle dans les aéroports et la demande persistante en Asie contribuent à ce commerce. Les réseaux criminels impliqués dans la criminalité liée à la faune opèrent souvent avec les trafiquants de flore, en utilisant les mêmes chaînes d'approvisionnement illicites. La criminalité liée aux ressources non renouvelables concerne l'extraction et la contrebande illégales de pierres précieuses, d'or et de sable. Ce secteur est profondément imbriqué dans un réseau d'activités criminelles connexes, notamment la contrebande d'armes, la traite des personnes et diverses formes de corruption. De plus, ce marché illicite est entretenu par une gouvernance défaillante et la collusion entre les acteurs locaux et les acheteurs étrangers, tandis que des personnalités influentes au sein de l'État jouent un rôle clé dans la facilitation des opérations. La contrebande d'or est endémique et continue de prospérer malgré l'introduction de lois visant à faciliter l'exportation légale de ce métal précieux. Des rapports indiquent que les réseaux criminels utilisent des itinéraires de contrebande établis pour transporter l'or, souvent en dissimulant les cargaisons dans des marchandises légitimes.

## DROGUES

Madagascar constitue un important point de transit et une destination importante pour l'héroïne. Le pays représente un maillon essentiel de la route méridionale du trafic d'héroïne, les cargaisons transitant de l'Afrique de l'Est vers les pays de l'océan Indien. De là, l'héroïne est souvent reconditionnée puis distribuée vers des destinations telles que les Seychelles et Maurice. La consommation intérieure a augmenté, en particulier dans les zones urbaines, faisant passer Madagascar du statut de simple point de transit à celui de plaque tournante émergente pour la consommation de drogue. Le marché est largement contrôlé par des réseaux criminels sophistiqués, comprenant des acteurs intégrés à l'État et des groupes criminels étrangers. Ces réseaux exploitent la faiblesse des structures étatiques pour faciliter la contrebande d'héroïne et d'autres drogues illicites.

Le marché de la cocaïne semble en pleine croissance. Madagascar est de plus en plus utilisé comme un nœud stratégique dans le réseau mondial de distribution de cocaïne pour les cargaisons à destination de l'Asie et de l'Europe,

tirant parti de sa position géographique stratégique. Le commerce illicite de cocaïne est étroitement lié à d'autres réseaux de trafic, ce qui complique les efforts de répression.

Le marché du cannabis est bien établi et la culture à grande échelle en fait une source essentielle pour la consommation nationale et la distribution régionale. Le pays est devenu un fournisseur principal pour les îles voisines de l'océan Indien, tirant parti de sa position géographique comme plaque tournante stratégique pour le trafic de drogues illicites. La production est particulièrement importante dans les zones rurales, où la culture du cannabis fait souvent partie intégrante des économies locales. L'acceptation sociale de la consommation de cannabis dans certaines communautés a contribué à la résilience du commerce de cannabis malgré les mesures répressives périodiques prises par le gouvernement. Des groupes criminels organisés facilitent ce commerce, garantissant que le cannabis reste une marchandise illicite importante dans l'économie globale des stupéfiants à Madagascar.

Le trafic de drogues de synthèse constitue un problème émergent et Madagascar est un point de transbordement clé pour les cannabinoïdes de synthèse, la méthamphétamine et les précurseurs de synthèse. La consommation intérieure est relativement faible, mais les forces de l'ordre ont enregistré une augmentation constante des saisies, ce qui indique une intensification du trafic régional. La position stratégique du pays en fait un hub attractif pour les trafiquants qui acheminent des drogues de synthèse dans la région. Les réseaux de trafic impliqués dans ce commerce semblent collaborer avec des groupes étrangers pour la distribution internationale et avec des réseaux locaux de moindre envergure pour approvisionner le marché intérieur.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante à Madagascar est relativement limitée en raison de la faible pénétration d'internet. Le coût élevé de l'accès à internet, exacerbé par la récente suppression des subventions sur certaines plateformes de réseaux sociaux, a encore restreint la connectivité numérique. En conséquence, l'ampleur de la criminalité cyberdépendante est faible par rapport à d'autres formes de criminalité organisée. En 2024, Madagascar a été associé à une opération internationale des forces de l'ordre visant le phishing et les ransomwares, ce qui suggère un lien (quoique limité) avec des activités cybercriminelles.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Madagascar est confronté à la criminalité financière généralisée, comprenant la fraude fiscale, la corruption et diverses activités financières frauduleuses. Ces pratiques illicites entraînent des pertes importantes de recettes publiques et facilitent la poursuite d'opérations criminelles à plus grande échelle. La fraude fiscale constitue un problème persistant,

en particulier parmi les entreprises et les particuliers à revenus élevés qui exploitent les lacunes réglementaires pour se soustraire à leurs obligations fiscales. Les montages frauduleux liés aux marchés publics, qui impliquent souvent des contrats surévalués et une mauvaise allocation des ressources publiques, sont très répandus, ce qui aggrave la mauvaise gestion financière. On observe également une augmentation des crimes financiers cyber-facilités, notamment la fraude à la carte de crédit et les transactions en ligne non autorisées.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les principaux groupes de type mafieux de Madagascar sont les dahalo, des entités criminelles organisées principalement impliquées dans le vol de bétail. Bien qu'ils ne correspondent pas au modèle mafieux conventionnel, les dahalo opèrent selon un système de commandement structuré, coordonnant leurs activités à travers de nombreuses régions. Au fil des ans, ils ont étendu leurs activités au-delà du vol de bétail, se livrant à des actes violents tels que des enlèvements, des assassinats ciblés et des extorsions. Équipés d'armes à feu de type militaire, ces groupes maintiennent une présence persistante et influente. Leur influence dépasse le strict cadre criminel, affectant les économies locales et les dynamiques politiques, en particulier dans les zones rurales où ils entretiennent des liens ethniques et sociaux solides.

Les réseaux criminels à Madagascar jouent un rôle prépondérant sur divers marchés illicites, faisant preuve d'adaptabilité et de résilience au fil du temps. Ces groupes décentralisés ne disposent pas d'une hiérarchie rigide, mais exercent une influence considérable dans de nombreux secteurs, notamment la traite des personnes, le trafic d'armes, la criminalité liée à la flore et à la faune, l'exploitation des ressources non renouvelables et le trafic de drogue. Ils opèrent dans différentes régions, adaptant stratégiquement leurs activités au contexte géographique et économique. Les réseaux criminels impliqués dans la criminalité liée à la faune opèrent dans des zones riches en biodiversité, en particulier celles où l'on trouve des espèces rares et protégées. De même, les réseaux d'exploitation minière illégale et de contrebande de pierres précieuses sont concentrés dans des régions riches en ressources minérales, où la faiblesse des contrôles favorise l'extraction et le commerce illicites. Nombre de ces réseaux se livrent à des activités criminelles transnationales, utilisant Madagascar comme source et plaque tournante pour les marchandises illicites. Leur portée internationale est évidente dans les opérations de trafic d'êtres humains, ainsi que dans le trafic de pierres précieuses et d'espèces menacées. Ces groupes ont tendance à recourir à des niveaux de violence plus faibles que certaines organisations criminelles d'autres régions. Leur capacité à évoluer au sein de réseaux de corruption profondément enracinés leur permet d'échapper aux poursuites et de s'intégrer dans les systèmes socio-économiques de Madagascar.

La corruption parmi les acteurs intégrés à l'État est un facteur déterminant du crime organisé. Des responsables gouvernementaux, des membres des forces de l'ordre et des administrateurs locaux ont été impliqués dans des crimes tels que la traite des personnes, le trafic d'armes et l'exploitation illégale de la faune et des ressources non renouvelables. De nombreux acteurs étatiques facilitent ces activités en délivrant des documents falsifiés, en assurant une protection aux opérations de contrebande et en entravant les efforts des forces de l'ordre. Des pertes financières substantielles liées à la corruption ont été signalées ces dernières années, et le détournement de fonds publics demeure une préoccupation majeure. Des enquêtes ont mis en cause divers responsables, y compris des hauts responsables et des agents publics, dans des activités financières illicites.

Les acteurs de la criminalité étrangers maintiennent une présence significative à Madagascar, où ils se livrent à un éventail d'activités illicites. Leur influence est particulièrement forte dans la criminalité liée à la flore et à la faune, l'exploitation illicite des ressources non renouvelables et le trafic de drogue. Des criminels originaires de France, d'Italie et d'Asie du Sud-Est jouent un rôle notable sur ces marchés, souvent en collaboration avec des réseaux locaux. Les acteurs d'Asie du Sud-Est, en particulier, sont fortement impliqués dans le commerce illégal d'espèces sauvages et la contrebande de pierres précieuses. Le tourisme sexuel impliquant des enfants est une préoccupation majeure, des ressortissants d'Europe de l'Ouest, notamment de France et d'Italie, exploitant fréquemment des enfants vulnérables. Des acteurs étrangers originaires du Nigeria, d'Afrique du Sud, de Maurice, de Guinée et des Comores sont impliqués dans le trafic de drogue, intégrant davantage Madagascar dans les chaînes d'approvisionnement transnationales de narcotiques.

Le rôle des acteurs du secteur privé dans le paysage de la criminalité organisée à Madagascar est notable. Des rapports ont fait état d'une augmentation des flux financiers illicites ces dernières années, principalement due à la fraude fiscale, au blanchiment d'argent et à d'autres crimes de criminalité financière dans le secteur privé. Ces éléments soulignent la manière dont certaines entreprises exploitent les failles réglementaires et la faiblesse des mesures de contrôle pour faciliter et tirer profit de la criminalité organisée. Les accusations de corruption sont répandues et certaines entités privées travailleraient en collusion avec des fonctionnaires pour échapper à l'impôt, manipuler les procédures douanières et obtenir des avantages indus dans le cadre de marchés publics.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le gouvernement malgache est confronté à des défis persistants dans la lutte contre le crime organisé, principalement en raison de la corruption, de l'insuffisance des ressources et des capacités limitées en matière d'application de la loi. De nombreux organismes ont été créés pour lutter contre des formes spécifiques de criminalité, mais leurs efforts sont souvent compromis par l'instabilité politique et l'abandon d'initiatives clés. Le démantèlement des cadres réglementaires relatifs aux marchés criminels prévalents, tels que le trafic de drogue et la traite des personnes, illustre le manque d'engagement durable dans la lutte contre le crime organisé. Malgré ces faiblesses structurelles, Madagascar a été reconnu pour ses efforts en matière de lutte contre les crimes environnementaux. La Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction a salué les mesures prises par Madagascar contre le trafic de tortues et ses efforts plus larges en matière de prévention de la criminalité forestière. La situation sécuritaire, en particulier dans les zones rurales, souligne la capacité limitée du gouvernement à lutter contre la criminalité organisée. Les dahalo constituent une menace majeure et les incidents violents démontrent l'incapacité de l'État à exercer son contrôle sur toutes les régions. Le paysage politique de Madagascar est fragile. L'élection présidentielle de novembre 2023, marquée par un faible taux de participation et un boycott de l'opposition, a renforcé les inquiétudes concernant l'instabilité politique et le manque de confiance du public dans le processus électoral.

Le cadre de transparence et de responsabilité des gouvernements à Madagascar a peu progressé, et la corruption continue d'affaiblir les structures de gouvernance. Bien que le pays ait mis en place des institutions indépendantes pour lutter contre la corruption systémique, ces organismes sont confrontés à des défis importants dans la lutte contre la corruption à haut niveau. Les enquêtes se concentrent principalement sur les agents subalternes, tandis que les figures de haut niveau impliqués dans des affaires de corruption échappent souvent aux poursuites. Le manque de transparence dans la gestion financière du gouvernement aggrave les défis en matière de gouvernance. Des rapports indiquent que les processus budgétaires sont opaques et que l'exécutif interfère fréquemment dans les institutions judiciaires et d'audit. Un exemple notable est la suppression de quatre rapports d'audit détaillant l'utilisation des fonds publics alloués à la lutte contre la pandémie, ce qui renforce les inquiétudes quant à l'opacité systémique. En outre, la faible application des obligations de déclaration de patrimoine des responsables publics a limité les efforts visant à lutter contre les malversations financières au plus haut niveau du gouvernement. La confiance du public dans les institutions gouvernementales a continué de s'éroder, contribuant à une augmentation des incidents de justice populaire et des initiatives d'auto-application des règles menées par

les communautés. Ce recul de confiance est alimenté par le manque d'indépendance des organismes de lutte contre la corruption et de défense des droits de l'homme, qui sont sensibles à l'influence politique.

Madagascar a ratifié des traités internationaux clés relatifs à la criminalité transnationale organisée et a conclu plusieurs accords d'extradition et d'entraide judiciaire. Cependant, la quasi-totalité de ses efforts de prévention de la criminalité organisée repose sur des bailleurs internationaux et des financements extérieurs. Le gouvernement collabore avec des partenaires mondiaux, notamment la CITES et des organisations régionales, pour lutter contre la criminalité environnementale, en particulier en ce qui concerne le trafic de bois de rose. Madagascar est également signataire d'accords régionaux de lutte contre la traite, dont un accord visant à lutter contre la traite des personnes et le trafic de migrants. Malgré ces engagements, la mise en œuvre est inégale en raison de ressources limitées et de faiblesses de gouvernance.

Madagascar a promulgué une législation visant diverses formes de criminalité, notamment le trafic lié à la faune sauvage, la criminalité cyberdépendante et le trafic de drogue. Toutefois, le cadre juridique applicable aux infractions liées à la drogue est obsolète et ne comporte pas de dispositions exhaustives pour faire face à l'évolution des défis. Malgré l'existence de ces lois, leur application est faible et incohérente en raison des capacités institutionnelles limitées et de la corruption systémique, ce qui entrave les efforts visant à lutter efficacement contre la criminalité organisée.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système pénal malgache est confronté à des obstacles importants, notamment en matière d'indépendance judiciaire et d'allocation des ressources. Le pouvoir judiciaire est largement perçu comme étant influencé par des intérêts politiques et privés, et certains rapports font état de décisions judiciaires influencées par l'ingérence de hauts fonctionnaires et d'élites économiques. Malgré les appels en faveur d'une plus grande indépendance judiciaire, les magistrats et les juges sont vulnérables aux pressions extérieures, ce qui fragilise la crédibilité du système judiciaire. Le pouvoir judiciaire a du mal à poursuivre efficacement les affaires liées au crime organisé, notamment la traite des personnes, le trafic de drogue et la criminalité environnementale. La corruption au sein du pouvoir judiciaire contribue à une culture d'impunité, les trafiquants de haut niveau et les fonctionnaires corrompus étant rarement poursuivis en justice. Le système pénitentiaire malgache souffre d'une grave surpopulation carcérale et de conditions de détention inadéquates. La malnutrition constitue un problème majeur et l'accès aux soins de santé ainsi qu'au soutien psychologique demeure limité. Le gouvernement a tenté de créer de nouvelles

installations pénitentiaires, mais l'accès à des conditions améliorées est inégal et le favoritisme joue un rôle dans l'affectation des détenus. Cette corruption systémique exacerbe les préoccupations plus générales en matière de droits de l'homme dans le système pénitentiaire.

Les efforts de lutte contre le crime organisé sont entravés par la corruption, le manque de ressources et les inefficacités internes. La contrebande de bois, de drogues et d'armes à feu prospère en raison de l'incapacité des autorités à sécuriser les principaux points d'entrée et de sortie du territoire. Les stratégies de réduction de l'offre dominent la réponse au trafic de drogue, tandis que peu d'attention est accordée à la réduction des risques ou aux mesures préventives. La dépendance du gouvernement à une approche réactive plutôt que proactive a entraîné des efforts inconstants dans la lutte contre le crime organisé. La mauvaise coordination entre les services de l'ordre, le manque de partage des données entre les agences et la faiblesse des mécanismes de contrôle ont contribué à des inefficacités systémiques. Les récentes mesures répressives menées avec fermeté ont érodé la confiance du public, alors que les préoccupations concernant les violations des droits humains et l'usage excessif de la force s'intensifient.

L'intégrité territoriale de Madagascar est une préoccupation majeure, en particulier en ce qui concerne le contrôle des frontières et la sécurité maritime. Le vaste littoral du pays, qui s'étend sur 5 000 kilomètres, pose des défis importants en matière de surveillance et de contrôle. Le manque de ressources suffisantes pour les patrouilles a permis aux réseaux criminels de tirer parti de la faiblesse des contrôles, en particulier dans les régions côtières reculées. Les contrebandiers privilégient les petits ports tels que Vohemar, où la présence limitée des forces de l'ordre permet de transporter facilement des marchandises illicites. La corruption au sein des services douaniers affaiblit la sécurité aux frontières, facilitant l'exportation illicite de ressources à forte valeur ajoutée, notamment le bois de rose et les minéraux précieux.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Les efforts de lutte contre la criminalité financière à Madagascar ont été menés par son institution spécialisée dans la lutte contre le blanchiment de capitaux, qui a amélioré la détection des flux financiers illicites ces dernières années. Malgré ces progrès, des défis subsistent en matière d'application des lois, les capacités judiciaires étant limitées et les lacunes réglementaires entravant l'efficacité des poursuites. La fraude fiscale, la fraude douanière et le blanchiment des produits de l'exploitation minière illégale et du trafic de ressources minérales nuisent à la gouvernance économique. Madagascar a mis à jour son cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et aligné certaines lois sur les normes internationales, mais le pays est toujours classé comme une juridiction à risque modérément élevé en matière de blanchiment d'argent.

L'environnement réglementaire économique demeure fragile et une part importante de l'économie opère dans le secteur informel. Les taux d'inflation élevés et l'instabilité économique ont compliqué la surveillance réglementaire. Le secteur bancaire est sous-développé et le faible niveau d'inclusion financière limite la participation à l'économie formelle. Les politiques fiscales gouvernementales ont cherché à attirer les investissements, mais la domination d'un petit groupe d'élites économiques sur les secteurs clés a limité la croissance économique globale. La corruption dans le secteur douanier affaiblit les efforts de réglementation, entraînant des pertes de recettes et renforçant les flux financiers illicites.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le soutien aux victimes et aux témoins de la criminalité organisée demeure inégal à Madagascar. Bien que le nombre de centres d'aide aux victimes gérés par l'État ait augmenté, les services restent limités en dehors de la capitale. Malgré la loi de 2014 contre la traite des personnes qui prévoit des mécanismes d'indemnisation des victimes, ces dispositifs n'ont pas encore été mis en œuvre et les tribunaux ont refusé d'accorder des indemnités en raison du manque de documentation. Les ONG et les organisations internationales continuent de fournir la plupart des services d'aide, car les programmes gérés par le gouvernement restent sous-financés.

Les stratégies de prévention de la criminalité s'articulent principalement autour de campagnes de sensibilisation et de la coopération internationale, et l'accent est peu mis sur des actions répressives proactives et des réformes structurelles. Le pays dépend fortement des partenariats avec les ONG et les organisations internationales, qui fournissent une expertise technique et un soutien financier aux initiatives de prévention de la criminalité. Le gouvernement a mis en place des restrictions sur la migration de travail vers les pays du Golfe et a renforcé la réglementation en matière de délivrance de passeports pour les femmes voyageant à l'étranger afin de lutter contre la traite des personnes, mais l'application de ces mesures est inégale. Les efforts de lutte contre la criminalité liée à la flore et à la faune comprennent des initiatives de sensibilisation de communautés qui encouragent les citoyens locaux à signaler les activités illégales. Cependant, ces mesures sont souvent entravées par des difficultés économiques, des contraintes en matière de ressources et un manque de capacités institutionnelles, ce qui limite leur efficacité globale.

Les acteurs non étatiques jouent un rôle crucial dans le renforcement de la résilience face au crime organisé. Les organisations de la société civile, notamment les groupes de défense des droits humains, les organisations de lutte contre la corruption et les associations de protection de l'environnement, ont contribué à révéler les activités criminelles et à sensibiliser le public. Néanmoins, leurs efforts sont souvent entravés par des restrictions imposées par le gouvernement, des défis juridiques et des menaces

sécuritaires visant les militants. Le paysage médiatique est également soumis à des contraintes importantes, et les journalistes indépendants font l'objet d'actes d'intimidations et de poursuites judiciaires lorsqu'ils traitent de la corruption et du crime organisé. L'accès à l'information est devenu de plus en plus difficile pour les médias, en particulier ceux qui sont perçus comme critiques à l'égard du gouvernement. Ces restrictions ont compromis l'indépendance des médias et la qualité globale du journalisme d'investigation, limitant l'accès du public à des informations essentielles sur le crime organisé et la corruption. Malgré ces défis, les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel dans la dénonciation des activités illicites, en appelant à des réformes politiques et en soutenant les initiatives de prévention et, dans certains cas, en collaborant avec les forces de l'ordre. Toutefois, l'engagement du gouvernement auprès de ces groupes est limité, la communication entre les autorités et les acteurs de la société civile étant souvent entravée par des ingérences politiques et des conflits d'intérêts.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*